

Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE HISTOIRE

Sujet :

**Enseigner « L'essor d'un nouvel esprit scientifique et technique (XVIIe-XVIIIe siècle) »
en classe de seconde**

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme d'histoire de seconde, B.O. n°4 du 29 avril 2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire de Seconde, Sébastien Cote (dir.), Paris, Nathan, 2010, p. 214-215.
- **Document C** : Manuel d'histoire de Seconde, Hugo Billard (dir.), Paris, Magnard, 2015, p. 183.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Jean-Pierre Gaudin, « L'acteur. Une notion en question dans les sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, XXXIX-121, 2001, p. 7-14.
- **Document E** : Catherine Wihtol de Wenden, « Savoir et pouvoir : l'impossible rencontre », revue *Esprit* n°446, juillet-août 2018, p. 183-185.

Document A : Extraits du programme d'histoire de seconde, B.O. n°4 du 29 avril 2010, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Question obligatoire	Mise en œuvre
L'essor d'un nouvel esprit scientifique et technique (XVI^e-XVIII^e siècle)	Deux études choisies parmi les trois suivantes : - un savant du XVI ^e ou du XVII ^e et son œuvre ; - les modalités de diffusion des sciences au XVIII ^e siècle ; - l'invention de la machine à vapeur : une révolution technologique.

Extraits de la fiche Eduscol

Le choix d'étudier cette thématique par le prisme d' « études » implique un cadrage contextuel indispensable ainsi qu'une réflexion heuristique sur la relation entre l'objet d'étude et une approche plus globale : définition et conditions du travail scientifique et technique, logiques d'acteurs, espace et formes de diffusion, réception / application des cadres théoriques et innovations... [...]

Cette approche systémique qui restitue en partie les éléments de complexité, permet de mettre en évidence, les conditions du travail scientifique et technique. Ainsi, en rupture avec la vision réductrice de l'inventeur unique, il peut être utile de montrer aux élèves que la paternité des découvertes est souvent plurielle, faite d'une suite de micro-inventions. Ainsi, si les savants restent majoritairement des amateurs en fonctionnant le plus souvent en franc-tireur, l'invention ou le perfectionnement d'instruments de mesure et d'observation les dotent peu à peu d'outils sans lesquels la plupart des grandes découvertes n'auraient pu être réalisées : lunette astronomique (1609-1630), télescope (Newton, 1671), microscope (vers 1660) [...].

Des « études » porteuses de sens

En proposant d'étudier la question à partir d' « études » au choix (acteurs, événements, modalités de diffusion...), cette thématique permet de former les élèves au raisonnement historique.

L'entrée par des acteurs ou par un événement a pour vocation de redonner chair à la discipline en rompant avec les approches structurales et factuelles coupées du vécu. La démarche consiste, par changement de focales, en l'articulation constante de l'objet d'étude avec le cadre global d'analyse dans toutes les phases de la leçon : problématisation, contextualisation, travail sur les sources documentaires, phase de mise en perspective... c'est ainsi qu'il n'est pas pensable de camper Copernic dans l'étude, en insistant exclusivement sur son « génie » ou sur la liste de ses œuvres, sans restituer de manière synthétique le contexte général.

Document D : Jean-Pierre Gaudin, « L'acteur. Une notion en question dans les sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, XXXIX-121, 2001, p. 7-14.

Après une période (forcément noire...) où la place laissée aux investigations orientées vers les pratiques des acteurs sociaux aurait été laminée par les approches structuralistes et marxistes de l'après-guerre, la conjoncture scientifique serait maintenant marquée, aux yeux de certains, par le "retour de l'acteur". C'est là un diagnostic souvent avancé, mais de manière rapide et parfois normative, c'est à dire pour s'en féliciter fort ou au contraire pour le déplorer.

Si l'on veut y voir plus clair et suspendre un moment le jugement, il convient de commencer par s'interroger sur les différentes raisons, dynamiques intellectuelles mais aussi conjonctures politiques, qui auraient pu accompagner voire, même, porter ce "retour de l'acteur" dans les problématiques des sciences sociales. En première analyse, on pense ici 1- aux critiques méthodologiques réitérées faites à la posture surplombante du chercheur en sciences sociales, comme seul acteur de l'enquête ; 2- mais aussi, à l'accueil aujourd'hui réservé à "l'individualisme méthodologique" dans l'analyse des comportements ; 3- sans oublier la réactivation contemporaine des dimensions identitaires des acteurs (individuels ou collectifs) ; 4- et pour enfin évoquer la valorisation mimétique des acteurs décideurs par les travaux de sciences sociales, qui sont toujours plus en quête de langages partagés avec les commanditaires et financeurs de recherche.

Par référence aux sciences naturelles et expérimentales, la posture de l'observateur, de l'enquêteur et du chercheur en sciences sociales a été d'abord conçue comme devant être distante de l'objet d'analyse. Cette distance a été assez facile à envisager dans le cas de réflexions sur des ensembles conceptuels et d'analyse d'agrégats de chiffres ; mais la même posture est apparue plus délicate lorsque l'enquête portait sur des études de cas individualisés et des vécus personnels : le problème s'est, par exemple, d'emblée posé pour les savoirs constitutifs de la psychologie, surtout lorsqu'ils sont articulés à la cure et à la clinique.

Pourtant, c'est le modèle du laboratoire, de la distance surplombante à l'objet social et de l'observateur des pratiques quasiment situé "derrière le microscope" qui a durablement prévalu, apparaissant comme la garantie d'une distance à l'objet étudié et d'une scientificité liée, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, aux formes de l'institutionnalisation universitaire. Mais en définitive, la question n'était pas close ; elle a même été ré-alimentée de manière récurrente depuis un siècle par les résultats trop partiels des analyses et par les débats théoriques. L'objet de recherche a fait de la résistance en tant que sujet... ou plus exactement constitué de sujets d'action. L'acteur résiste à la réification et les pratiques ne se mouent pas que dans des logiques ou des ensembles systématiques. Et du coup, les remises en cause se sont multipliées. L'observateur scientifique, pour sa part, ne doit-il pas faire également partie de la démarche et du champ de l'analyse (variable qui est d'emblée redoutable à contrôler dans la construction et la conduite des protocoles d'enquête par entretiens) ?

C'est bien ce type d'interrogations qui semble à présent gagner de plus en plus de disciplines.

Document E : Catherine Wihtol de Wenden, « Savoir et pouvoir : l'impossible rencontre », revue *Esprit*, n°446, juillet-août 2018, p. 183-185.

Comment ne pas s'étonner de constater, dans le champ des migrations internationales et des réfugiés, que le savoir constitué depuis une quarantaine d'années par des universités prestigieuses, des instituts de recherche renommés, des auteurs connus et reconnus, des organisations internationales et des groupes d'experts a si peu d'effets sur la décision politique. Ce n'est pas le seul domaine où savoir et pouvoir se rencontrent peu, mais c'est certainement l'un de ceux où les idées reçues résistent le plus fortement aux démentis de la recherche : en matière d'environnement, de biodiversité, de médecine ou encore de sciences dites « dures », les connaissances des chercheurs sont bien davantage sollicitées par les responsables politiques.

Un écart persistant

Certes, il faut toujours un laps de temps plus ou moins long entre la recherche et sa diffusion. Rappelons, sans remonter à Galilée (« *Eppure si muove* », en parlant de la Terre qui tourne autour du soleil et non pas l'inverse, disait-il lors de son procès) que des scientifiques reconnus ont eu beaucoup de mal dans le passé récent à se faire entendre. Quand René Dumont écrivait « *l'Afrique noire est mal partie* » au lendemain des indépendances, beaucoup disaient dans les sphères du pouvoir et de l'opinion : « *Dumont exagère* ». Quand Henri Mendras, spécialiste du monde rural, écrit son livre sur la fin des paysans à la fin des années 1970, il n'est pas écouté. Quand René Rémond, pourtant hautement respecté, parle des droites en France et non pas de la droite, il rencontre le scepticisme dans une Ve République alors marquée par une bipolarisation politique accentuée par le mode de scrutin. [...]

En 1919 déjà, dans *le Savant et le politique*, Max Weber analysait l'écart entre le savoir et l'action dans l'architecture normative et les pratiques sociales de la science et de la politique. Il pointait le risque de science militante et de travail sociologique biaisé par des normes, un procès que l'on fait souvent aux chercheurs dans ce domaine. [...]

Pourquoi les décideurs s'attachent-ils en vain à des solutions sans avenir ?

La réponse est multiple : il y a tout d'abord ce que les Anglo-Saxons appellent la « *path dependency* », la tendance à rester dans les lignes déjà tracées des solutions politiques précédemment utilisées, qui conduit à répéter à l'infini des recettes qui ne fonctionnent pas ; ensuite, l'existence de communautés épistémiques séparées, entre les chercheurs d'un côté et les décideurs de l'autre ; enfin, un lent processus de reconnaissance des compétences et un certain manque de légitimité de la science des migrations pour les responsables politiques, car elle est récente, encore mal connue, suspecte de militantisme et va à l'encontre des idées reçues. L'écart entre le monde académique et non académique est particulièrement grand dans ce champ, si on le compare avec d'autres domaines, comme l'environnement, où les experts du climat ont réussi à avoir l'oreille des politiques. Le résultat est l'échec des politiques migratoires et une fuite en avant dans l'arsenal sécuritaire.

Les idées reçues ont la vie dure mais la connaissance, l'éducation et la vulgarisation d'un savoir récent, largement ignoré ou tenu pour illégitime, doivent permettre de combler ces lacunes, dans un contexte où l'extrême droite tend à imposer son prêt à penser.